



Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique



Sous l'AGOA, l'industrie florissante des fleurs bénéficie d'un accès hors douane au marché américain. La distance et les coûts de transport restent ses principaux obstacles.

La Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui a été promulguée en 2000, permet à 40 pays africains admissibles d'exporter la plupart de leurs produits en franchise de douane aux États-Unis. Elle vise à promouvoir le développement économique et à accélérer l'intégration des économies africaines au système du commerce mondial, et elle fournit un cadre qui permet aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile d'œuvrer de concert pour

accroître les capacités d'échanges commerciaux et élargir les liens d'affaires entre les États-Unis et l'Afrique.

Accroître les capacités commerciales signifie entre autres fournir une aide technique en matière de réglementation du commerce international, de réforme et de modernisation des douanes, de mise au point de normes et de règles industrielles, de l'application des droits de la propriété intellectuelle (P.I.), et de modernisation de l'infrastructure.

En 2010, les pays admissibles à l'AGOA ont exporté des produits à hauteur de 61 milliards de dollars vers les États-Unis, et 98,5 % de ces produits, à l'exclusion du pétrole, sont entrés sur le marché américain en franchise de douane. Bien que les produits pétroliers représentent 91 % des exportations africaines aux États-Unis sous l'AGOA, celle-ci a contribué à promouvoir l'arrivée sur le marché américain d'autres produits à valeur ajoutée tels que les textiles, les chaussures, les produits agricoles transformés et les produits finis.

Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

L'AGOA a aidé de nombreux pays africains - le Lesotho, le Swaziland et le Kenya, par exemple - à créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois et à accroître leur compétitivité internationale.

Le Lesotho est un excellent exemple de la manière dont l'AGOA peut effectuer une différence. Au Lesotho, l'AGOA a donné aux fabricants de textiles et de vêtements un avantage considérable par rapport à leurs concurrents internationaux. Ce pays est aujourd'hui l'un des plus importants exportateurs de vêtements d'Afrique subsaharienne aux États-Unis, leur total s'étant élevé à près de 300 millions de dollars en 2010 dont 93 % dans le cadre de l'AGOA. L'industrie de l'habillement au Lesotho est l'un des principaux employeurs du pays avec plus de 40.000 salariés.

L'AGOA appuie aussi l'intégration économique régionale et fournit des mesures incitatives aux pays africains afin qu'ils améliorent le climat des investissements, réduisent la corruption, respectent les droits de l'homme et l'État de droit, modernisent l'infrastructure et harmonisent les normes commerciales, ce qui les aide à devenir plus concurrentiels sur le marché mondial.

Les 40 pays africains qui sont actuellement admissibles à l'AGOA sont les suivants : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissao, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie.

Pas seulement du pétrole

« Le pétrole est le principal produit qu'exporte l'Afrique subsaharienne au reste du monde », dit la représentante adjointe des États-Unis pour le commerce extérieur chargée de l'Afrique, Florizelle Liser, « et il est donc normal que le pétrole soit le principal produit subsaharien importé aux États-Unis dans le cadre de ce programme. » Mais les exportations africaines ne se résument pas au pétrole : les produits non pétroliers exportés par l'Afrique subsaharienne aux États-Unis se sont élevés à 4 milliards de dollars en 2010.

Selon Mme Liser, la liste des produits qui ne sont pas couverts par l'AGOA est très courte et il s'agit surtout de produits à base de textiles autres que les vêtements, tels que les oreillers et les matelas, ainsi que certains produits agricoles tels que le tabac et le sucre.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a ouvert quatre centres de services commerciaux -- à Nairobi (Kenya), à Gaborone (Botswana), à Accra (Ghana) et à Dakar (Sénégal) -- qui ont déjà aidé les Africains à trouver des

créneaux dans le cadre de l'AGOA et à exporter aux États-Unis divers produits, notamment des spécialités alimentaires, des fleurs coupées, des produits de beauté, des fruits de mer et des vêtements.

Les exportations africaines doivent bien sûr répondre aux normes américaines, notamment en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires pour de nombreux produits agricoles. Ce sont les mêmes normes qui s'appliquent aux produits importés de tous les partenaires commerciaux des États-Unis ainsi qu'aux entités locales. Les centres de services commerciaux de l'USAID aident à former les exportateurs africains afin qu'ils se conforment aux normes de l'AGOA destinées à assurer la salubrité des aliments, des animaux et des végétaux qui sont importés aux États-Unis. Ils aident les entrepreneurs africains à préparer un plan d'affaires, à mobiliser des capitaux, à accroître leur productivité et à améliorer leurs méthodes de production afin qu'ils puissent répondre aux normes établies par les gouvernements et les entreprises de par le monde.

Élargir l'AGOA

Le gouvernement Obama veut que le Congrès proroge l'AGOA par-delà 2015, date d'expiration prévue de la loi. L'AGOA contient une disposition qui porte sur des vêtements confectionnés avec des tissus fabriqués dans des pays tiers et qui vient à expiration en septembre 2012. Dans les limites établies par la loi, la disposition permet à de nombreux exportateurs africains du vêtement d'utiliser des fibres et des tissus non américains dans leur fabrication locale tout en restant admissibles au traitement hors taxes et hors quotas. Le gouvernement Obama collabore avec le Congrès pour faire proroger jusqu'en 2015 cette disposition.

Au Forum 2011 États-Unis-Afrique subsaharienne de coopération commerciale et économique (Forum de l'AGOA), qui s'est tenu en juin à Lusaka, en Zambie, la secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton a dit qu'elle s'attendait à ce que le Congrès, dans le cadre des prorogations suggérées, examine les progrès accomplis en matière de réduction des différents obstacles qui entravent le changement transformateur des économies africaines :

- L'insuffisance de l'infrastructure - les routes, les ports et les réseaux électriques - qui fait grimper le coût de l'activité commerciale en Afrique.
- La corruption. « Tout pot-de-vin versé à un agent des douanes est une taxe cachée sur le coût de l'activité commerciale et un boulet pour la croissance économique », a dit Mme Clinton.
- Le faible niveau de coopération, d'intégration et d'échanges économiques entre les pays africains, qui découle en premier lieu du protectionnisme.



Au Forum de l'AGOA 2011 en juin, la secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton a relayé le désir des États-Unis que les femmes d'Afrique aient de meilleures possibilités de se lancer dans l'entrepreneuriat. Des obstacles culturels et bureaucratiques compliquent aux femmes la tâche d'emprunter de l'argent, de gérer des fonds et d'embaucher du personnel.

« C'est aux dirigeants de cette région de décider s'ils veulent l'intégration économique, a déclaré Mme Clinton. Cela veut dire qu'il vous faudra tenir tête à des intérêts bien établis et répondre aux préoccupations suscitées par la perspective d'une nouvelle concurrence, tout en expliquant inlassablement pourquoi l'élargissement des échanges fera le jeu de la population de votre pays. »

La secrétaire d'État Clinton a dit que les États-Unis cherchaient à améliorer les perspectives entrepreneuriales des Africaines, lesquelles se heurtent à des traditions culturelles qui les dissuadent de manipuler de l'argent ou de diriger des employés ainsi qu'à des obstacles bureaucratiques qui leur compliquent la tâche d'obtenir un prêt.

Renforcer les capacités commerciales

À l'ouverture du Forum de l'AGOA 2011, le représentant des États-Unis pour le commerce extérieur Ron Kirk a annoncé le lancement de l'Initiative en faveur de la compétitivité et de l'expansion commerciale de l'Afrique (ACTE) qui financerait à hauteur de 30 millions de dollars par an sur quatre ans une assistance technique aux entrepreneurs africains dans les centres de services commerciaux de l'USAID.

De 2006 à 2010, cette initiative a facilité des exportations d'une valeur de plus de 178 millions de dollars sous l'AGOA, fourni un soutien à plus de 234.000 entreprises visant à accroître leurs capacités à l'export, et formé près de 660.000 Africains dans le domaine du renforcement des capacités commerciales. En outre, ses

programmes liés à l'infrastructure ont permis d'apporter plus de 2 milliards de dollars en investissements dans ce secteur et de donner accès à des services Internet à 650.000 Africains.

Par ailleurs, le gouvernement Obama a annoncé un investissement de 12 millions de dollars pour la lutte contre l'aflatoxine en Afrique. Toxine hautement vénéreuse et cancérogène, l'aflatoxine est produite par un champignon qui affecte environ 25 % de la production agricole mondiale. Non seulement elle contribue à des problèmes de santé chroniques et à l'insécurité alimentaire dans les pays en développement, mais elle empêche aussi l'exportation des produits agricoles qui pourraient être contaminés.